

Forum : Forum Citoyen sur la Sécurité

Thématique : Entre impérialisme et pacifisme, la Gen Z parviendra-t-elle à créer un nouvel ordre mondial ?

Nom de la Citoyenne: Giorgio FRATONI

Situation familiale:	Niveau d'étude:
• Marié/en couple ○ Célibataire • Avec enfants, si oui combien: 1	○ Primaire ○ Secondaire • Universitaire

1. De quelle manière êtes-vous concernée par le sujet ?

Je suis une femme de 62 ans, et j'ai passé une grande partie de ma vie à penser que la paix en Europe était finalement acquise. Pas éternelle, évidemment, mais suffisamment stable pour que ma fille n'ait pas à grandir avec la peur de voir une guerre éclater sur notre continent. J'avais probablement tort. Et je déteste avoir tort.

Je suis née à Londres dans une famille aisée, j'ai étudié à Cambridge, fait de la recherche, épousé l'homme avec qui je partage ma vie depuis plus de trente ans et élevé une fille magnifique. Je travaille encore aujourd'hui à l'*Institut de Recherche sur les Cellules Souches de Cambridge*, où j'ai passé et passe encore une grande partie de ma vie.

Pendant longtemps, j'ai été profondément pacifiste. J'ai toujours pensé que la diplomatie devait passer avant la force et que l'Europe pouvait compter sur l'ordre international construit après la guerre froide. Surtout, je pensais que les États-Unis resteraient un allié fiable. Aujourd'hui, j'en suis beaucoup moins convaincue. Pour être honnête, je ne suis plus certaine de grand-chose, ce qui est particulièrement agaçant pour quelqu'un qui a passé sa vie dans la recherche et qui aime, normalement, avoir des preuves.

La guerre en Ukraine, les tensions internationales et notre dépendance militaire vis-à-vis des États-Unis m'ont forcée à revoir mes positions. Il est difficile de parler d'autonomie stratégique quand on dépend entièrement de quelqu'un d'autre pour sa sécurité. Et lorsque cet allié devient moins fiable, fermer les yeux et espérer que tout ira bien n'est pas une stratégie. C'est du déni.

Les chiffres sont d'ailleurs assez clairs. Les dépenses militaires mondiales ont atteint 2 718 milliards de dollars en 2024, soit une hausse de 9,4 % en un an. Depuis 2015, elles ont augmenté de 37 %. Et les États-Unis représentent à eux seuls 66 % des dépenses militaires de l'OTAN. Deux tiers. Pardon, mais à quel moment avons-nous décidé que cela ressemblait à une relation entre égaux ?

C'est aussi ce qui me rend furieuse face à des partis comme l'*AfD* en Allemagne ou *Futuro Nazionale* en Italie. Ils prospèrent sur la peur, le rejet de l'autre et une nostalgie complètement fantasmée. Je refuse de voir l'Europe devenir un continent où chacun se barricade derrière sa frontière en criant que tout était mieux avant. Avant quoi, exactement? Avant l'Union européenne? Avant la paix? Avant la coopération j'attends toujours une réponse.

Je ne veux pas d'une Europe plus nationaliste, plus divisée et obsédée par ses frontières. Je ne veux pas non plus d'une Europe qui dépense des milliards pour se protéger de menaces

extérieures tout en laissant des mouvements extrémistes détruire sa cohésion de l'intérieur. Si c'est leur vision de l'avenir, très bien. Qu'ils la gardent. Moi, je retourne au laboratoire. Au moins, les cellules ont la décence de ne pas faire campagne sur TikTok.

Cela ne signifie évidemment pas que je considère les États-Unis comme un ennemi. Ils restent un partenaire essentiel. Mais une alliance doit être une relation entre égaux, pas une relation où l'un fournit la sécurité et l'autre croise les doigts. Je refuse également de croire que le Royaume-Uni doit choisir entre Washington et Bruxelles. Pourquoi faudrait-il choisir? Il devrait travailler avec les deux, tout en étant assez indépendant pour ne dépendre entièrement d'aucun des deux.

Dans mon travail à Cambridge, je fais face régulièrement au cyberharcèlement à cause de mes recherches sur les cellules souches embryonnaires humaines. Mes recherches sont souvent extrapolées, mes propos déformés et mes résultats présentés comme de la manipulation scientifique. On m'accuse de « jouer à Dieu », de mentir au public, d'être un ennemi de la société. Des comptes anonymes reprennent ces accusations, les répètent et les amplifient jusqu'à ce que ma réputation soit attaquée. J'ai porté plainte plusieurs fois, mais la police ne peut pas grand-chose face à ces comptes anonymes, souvent situés à l'étranger et parfois supprimés quelques heures après avoir publié. Je peux donc voir des centaines de personnes qui n'ont jamais lu un article scientifique expliquer publiquement pourquoi je serais une fraude, sans avoir le moyen de répondre à aucune. Au fil du temps, j'ai fini par éviter les réseaux sociaux autant que possible. Ils ne deviennent plus un lieu d'expression de nos opinions, mais un lieu qui essaye de me décrédibiliser.

C'est pour cette raison que je considère ce qui m'arrive comme une forme de cyberguerre, ou plus généralement de guerre hybride. L'objectif n'est pas seulement de m'attaquer personnellement, mais de créer une telle défiance envers les experts que n'importe qui peut ensuite dire n'importe quoi. C'est là que cela devient une attaque contre la démocratie elle-même: si plus personne ne croit les chercheurs, les institutions ou les données, il ne reste plus de référence commune pour distinguer un fait d'un mensonge. On finit dans une situation où une chercheuse qui a consacré trente ans à son domaine peut être placée au même niveau que quelqu'un qui a vu trois vidéos sur TikTok. On le voit déjà aux États-Unis, où Robert F. Kennedy Jr. peut avancer publiquement des affirmations scientifiques extrêmement contestées, notamment sur l'autisme, le Tylenol, malgré l'absence de quelconque preuve. Quand les experts sont discrédités, n'importe qui peut prétendre avoir raison. Et lorsqu'il n'existe plus de confiance dans le savoir, c'est beaucoup plus facile de polariser, diviser et manipuler une société.

Je suis vieille. Enfin, je refuse d'utiliser ce mot, mais les chiffres sont contre moi. J'ai connu un monde où l'on pensait que la paix européenne était stable. Ma fille, elle, grandit dans un monde où ce n'est plus le cas. Alors oui, je suis en colère. Peut-être même un peu trop. Mais si être raisonnable signifie regarder l'Europe se détruire en se disant que « tout ira probablement bien », alors je crois que j'ai définitivement dépassé l'âge d'être raisonnable. Je suis ici parce que je refuse de lui laisser ce désordre.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

Moi qui ai grandi persuadée que les institutions et la diplomatie suffiraient toujours, j'ai dû admettre que la vulnérabilité informationnelle est une vulnérabilité stratégique à part entière, au même niveau qu'une frontière mal défendue. C'est pour cette génération, celle de ma fille, que je refuse de laisser la guerre gagner sans réponse. Pour répondre à ce problème, il faut d'abord mieux réguler les plateformes. Le *Digital Services Act* européen peut servir de modèle, avec davantage de transparence sur les algorithmes, le retrait rapide des campagnes de manipulation et des deepfakes, ainsi que de véritables sanctions lorsque les plateformes ferment les yeux. Il faut également protéger les chercheurs et experts ciblés par ces campagnes. Des dispositifs européens de signalement rapide et un soutien juridique permettraient d'éviter qu'une personne

cesse de s'exprimer simplement par peur du lynchage numérique. Faire taire un chercheur par le harcèlement revient finalement à laisser la désinformation gagner sans même avoir besoin de la prouver. L'éducation aux médias doit aussi commencer dès l'école. Apprendre à vérifier une source, reconnaître une manipulation ou comprendre pourquoi un contenu nous est recommandé devrait être aussi normal que d'apprendre à lire une information. J'aimerais assez que la génération de ma fille apprenne à distinguer une source d'une rumeur avant d'apprendre à la partager. Enfin, l'Europe doit agir collectivement. Des outils comme *EUvsDisinfo* pourraient être renforcés afin d'identifier et d'attribuer les campagnes d'ingérence étrangère, plutôt que de laisser chaque État membre réagir seul. À l'échelle internationale, il faudrait également établir des normes reconnaissant la manipulation informationnelle massive comme une véritable arme, avec des règles d'engagement entre États.